



Enseignement supérieur & recherche

Une force d'attraction normande à développer

Mars 2021

Présenté par Rémy Léger

COMMUNICATION

LA NORMANDIE ENTRE EN CAMPAGNE

Comparaisons et classements vont de pair avec l'internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). A ce jeu-là, la Normandie n'est pas toujours gagnante. Certes, des campagnes de communication existent, mais elles n'ont pas donné les résultats escomptés, car par-delà nos frontières régionales, la concurrence est rude. Certains territoires et établissements, y compris en France, ont bien compris l'intérêt de miser sur des sites institutionnels percutants et des réseaux sociaux dynamiques. En Normandie, la communication se fait toujours en ordre dispersé, malgré la présence de la ComUE. Une stratégie d'ensemble est nécessaire et le CESER formule différentes propositions.



➤ La mise en place d'un moteur de recherche commun à l'ESR normand, qui recenserait l'intégralité de l'offre. Pour en faire la promotion, l'Agence régionale de l'Orientation et des métiers serait parfaitement à même de faciliter le rapprochement avec les sites nationaux d'orientation.

➤ Établir des liens entre les professionnels de la communication et les équipes pédagogiques (responsables des masters et des écoles doctorales), pour exposer clairement les contenus et les débouchés.

➤ Accroître la stratégie à l'international, par exemple via une plateforme regroupant l'ensemble des laboratoires de recherche pour faire connaître les travaux de pointe.

La structuration de l'ESR en Normandie d'hier à aujourd'hui

50 sites (principaux et antennes) relevant de l'enseignement supérieur et la recherche maillent le territoire. La structuration régionale à l'échelle de la Normandie, telle que celle existante depuis 2016, est ancienne. Ainsi la création des écoles doctorales, au nombre de huit à ce jour, s'est faite dès 1992 à l'échelle de la Normandie toute entière. Le Pôle Universitaire Normand (PUN) a permis en 1998 de gérer les projets interrégionaux entre les trois universités (Caen, Le Havre et Rouen) et les deux écoles d'ingénieurs (ENSI Caen et INSA Rouen). Préfigurant la politique de site, cette organisation a permis la création de masters communs, d'écoles doctorales communes (EdNBISE par exemple), de structures fédératives interrégionales et d'unités de recherche communes. Le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) puis la ComUE Normandie Université ont réaffirmé l'ambition des acteurs de développer une identité commune et une politique de site pour répondre au mieux aux défis à venir. Depuis 2018, des discussions et débats se sont engagés autour de l'évolution de la coordination de l'enseignement supérieur et de la recherche en Normandie.

FACE AU COVID LE CAMPUS VEUT SE REFAIRE UNE SANTÉ

Le 31 mars 2020, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, affirmait qu'aucun étudiant ne serait laissé «sur le bord de la route» pendant la crise du coronavirus. Et dans les faits ? 34% des étudiants seraient restés confinés dans leur résidence CROUS, pour certains déjà précaires (l'Observatoire de la Vie Etudiante comptabilisait déjà 1 étudiant sur 5 en situation de précarité en 2019). 58% des étudiants auraient arrêté, réduit ou changé d'activité rémunérée (en année ordinaire, 46% des étudiants exercent une activité rémunérée). 42% ne bénéficient pas d'ordinateur personnel. 33% auraient rencontré des difficultés financières pendant le confinement et 64% n'auraient pas pu travailler à l'été 2020. 78% des étudiants n'ont pas pu réaliser leur stage dans les conditions envisagées. Près d'un étudiant sur 4 aurait décidé de changer d'orientation. Autant de situations qui jettent le trouble sur leur avenir : 57% estiment que la poursuite de leurs études sera affectée. Dans ces conditions, comment l'ESR normand peut-il à la fois répondre à cette détresse et rester attractif ?

➤ Le CESER développe un ensemble de propositions pour atténuer les effets de la crise sur les étudiants, via l'adaptation des stages pour les jeunes diplômés, un meilleur

suivi des nouveaux étudiants, un accompagnement numérique intensifié ou la lutte contre le non-recours au droit.

➤ Être attractif, c'est aussi répondre aux aspirations profondes de la jeunesse. Parmi celles-ci, le développement durable arrive en tête de toutes les enquêtes. Ce que le Campus Science Po de Caen a parfaitement compris, en s'ouvrant aux questions de ville durable, de participation citoyenne et d'habitat résilient. Parions que la crise sanitaire n'aura en rien atténué ces préoccupations ! A bon entendre...

➤ Si la crise sanitaire a remis sur le devant de la scène les questions de formation à distance, le sujet existait déjà avant la pandémie aux travers des « antennes » ou « campus connectés ». L'idée ? Ouvrir, dans les territoires éloignés des établissements d'ESR, des lieux permettant de suivre à distance les enseignements. Pourquoi pas, dit le CESER, à condition que ces structures ne soient pas un prétexte pour en faire disparaître d'autres, qu'elles ne soient pas réservées à un public dit défavorisé mais suffisamment autonome, et constituent des passerelles pour emmener les élèves vers des campus physiques.



Une soirée «étudiants internationaux» au Carré des Docks (Le Havre) le 15 février

DOCTORAT, SCIENCES HUMAINES... SOUS SURVEILLANCE RENFORCÉE



Plus fort ou moins fort l'ESR normand après le covid ? C'est encore trop tôt pour le dire, mais certaines disciplines ou niveaux mériteront une attention soutenue. Le doctorat et les sciences humaines en font partie, pour des raisons bien différentes.

➤ Très bien notées, les écoles doctorales normandes comptent pourtant moins d'effectifs que la moyenne nationale. Le CESER alerte sur la nécessité de suivre de manière renforcée le nombre d'inscriptions en 1^{re} année de 3^e cycle, qui pourrait chuter en raison de la crise sanitaire. En cause, le besoin d'argent, qui pourrait décourager certains étudiants d'accéder aux doctorats, et la fermeture des frontières (38% des doctorants sont des étudiants étrangers).

➤ Face aux difficultés d'insertion, la région Hauts-de-France a initié un groupement d'employeurs spécifique aux doctorants. La Normandie pourrait s'en inspirer, en s'appuyant sur les forces en présence (filières, chambres de commerce, ADN, pôles de compétitivité...).

➤ Effet positif de la crise sanitaire : la mise en exergue des sciences humaines et sociales (SHS). L'impact mental de la crise, les questions de droit et de liberté, ou encore les conséquences sociétales ont démontré l'importance que revêtent les SHS dans la compréhension et la gestion de notre société. Une excellente nouvelle pour la Normandie, qui doit affirmer son positionnement en la matière, à condition de savoir répondre aux appels à projets lancés par l'Agence nationale de la Recherche (ANR) et le ministère de l'Enseignement supérieur, tels que «résilience Covid-19». Attention toutefois de ne pas délaisser la recherche fondamentale, qui par nature ne peut anticiper ses résultats.